

Alphabétiser : alphabétisation et moyens d'existence en Ouganda

Une association polyvalente pour la formation et l'emploi : en Ouganda, apprendre à la demande

Des publications en langues nationales pour les paysans : à quoi sert l'alphabétisation s'il n'y a rien à lire ?

Au Burkina Faso, des paysans journalistes : des paysans qui créent leurs réseaux d'information

# Alphabétisation et langues nationales



# Alphabétisation et langues nationales

## Alphabétisation et moyens d'existence en Ouganda

Alphabétiser



Paul Mundy

Si vous vous promenez dans les rues du Caire, de Tokyo ou de Bangkok et si vous ne parlez pas l'arabe, le japonais ou le thaï, vous êtes à peu près certain de vous perdre. Les enseignes des boutiques sont rédigées dans une langue étrangère dont vous ne pouvez même pas déchiffrer les lettres. Il en va de même pour les journaux, la signalisation routière, les panneaux indicateurs des destinations d'autobus, les instructions d'emploi des cabines téléphoniques et les panneaux d'affichage.

Si vous allez dans un supermarché pour acheter un paquet de soupe, le seul moyen que vous ayez pour savoir s'il s'agit d'une soupe au poulet ou à la tomate est de vous fier à l'image dessinée sur le paquet. Vous allez sans doute attraper la migraine en essayant de déchiffrer le mode de cuisson sur la boîte ? Dans ce cas, prenez donc une aspirine mais attention de ne pas vous tromper et de prendre un somnifère ou un cachet contre la constipation.

Voilà une description à peu près fidèle si on veut comprendre ce que l'on éprouve quand on est analphabète. Dans tout ce que l'on apprend à l'école, la chose la plus importante est de savoir lire et écrire. Cela vous donne un accès au monde. Cela vous permet d'apprendre, de communiquer avec les autres. C'est un élément indispensable dans le monde actuel.

Mais que se serait-il passé si nous n'avions pas appris à lire et à écrire ? Si nous n'étions jamais allés à l'école, parce que nos parents étaient trop pauvres ou parce qu'il n'y avait pas d'école dans les environs ? Ou si les enseignants avaient été tués à la guerre ? Ou encore si tous les livres et journaux étaient écrits dans une langue inconnue ? Voilà le quotidien de beaucoup de gens dans les pays en développement.

L'instruction est une condition tellement élémentaire pour le développement qu'il est incroyable et triste de constater qu'elle occupe une si petite place dans les programmes des gouvernements et des agences de développement. Dans le monde, on estime que 876 millions de personnes, dont deux tiers de femmes, sont en état d'illettrisme. L'éducation ne représente qu'une petite fraction des dépenses militaires.

Selon l'Unesco, le taux d'analphabétisme des adultes en Afrique subsaharienne varie entre moins de 10 % pour les hommes et environ 20 % pour les femmes au Zimbabwe et près de 80 % pour les hommes et 94 % pour les femmes au Niger.

Aujourd'hui encore, la nécessité de promouvoir l'alphabétisation est d'une évidence accablante : les personnes alphabétisées trouvent plus facilement du travail et vivent plus longtemps que celles qui ne savent ni lire ni écrire ; les femmes alphabétisées se marient souvent plus tard et ont moins d'enfants mais ces derniers sont en meilleure santé ; les pays qui comptent une population alphabétisée sont généralement plus avancés que ceux où l'on trouve beaucoup de personnes sans éducation de base.

Un vulgarisateur agricole explique comment cultiver la patate douce à des instructeurs d'alphabétisation du district de Makuli (Ouganda oriental)  
(Photo : LABE)



### Promouvoir l'alphabétisation en Ouganda

La LABE (Literacy and basic education – alphabétisation et éducation de base) est une des organisations qui tente de changer la situation en Ouganda. Cette ONG, basée à Kampala, propose aux autres organisations des sessions de formation et un soutien à l'alphabétisation. La LABE n'a pas de projets spécifiques mais se met à la disposition des autres organismes engagés dans la production agricole, la commercialisation ou d'autres aspects du développement.

La LABE articule son activité sur deux grands axes : la formation de formateurs en matière d'alphabétisation et l'appui à la production de documents de post-alphabétisation en langues nationales.

### Former des formateurs...

On ne dispose pas de chiffres précis pour l'Ouganda, mais Patrick Kiirya, le directeur de la LABE, dit qu'environ 56 % des hommes adultes sont alphabétisés et 38 % des femmes. Avec une petite équipe, la LABE utilise une méthodologie en trois étapes pour joindre la masse importante de lecteurs potentiels. La première étape consiste à trouver des candidats pour devenir des « formateurs d'instructeurs d'alphabétisation » ou LIT (Literacy-instructor trainers). La LABE travaille avec 15 associations d'ONG en Ouganda qui regroupent de nombreuses organisations communautaires comme les groupements de femmes ou de jeunes (une de ces organisations est la MTEA, évoquée p. 85).

Les groupements communautaires identifient les candidats aux fonctions de formateurs : un homme et une femme issus de chaque communauté. Les animateurs de la LABE se rendent dans l'association d'ONG pour dispenser à ces aspirants formateurs un cours d'une semaine portant sur les mécanismes de l'apprentissage chez les adultes, la pédagogie, les documents de formation, la traduction des documents dans les langues locales et l'organisation communautaire. Le conseiller agricole du district et les personnels d'encadrement des autres services publics contribuent à cette formation, ce qui garantit leur intérêt et leur engagement dans le suivi des opérations.

# Alphabétisation et langues nationales

## ...pour former des formateurs

Après cette formation, les nouveaux formateurs retournent dans leur communauté et la deuxième étape commence : il faut former d'autres personnes qui deviendront des instructeurs d'alphabétisation. Les communautés choisissent ces futurs instructeurs et les formateurs fraîchement émoulus reproduisent le cours qu'ils viennent eux-mêmes de suivre, formant à leur tour de 20 à 25 instructeurs.

Ce sont ces instructeurs qui prennent en charge la troisième étape : assurer la formation des villageois. Les cours sont délivrés deux soirs par semaine pendant deux heures, après les travaux des champs.

Cette approche en cascade où la LABE forme des formateurs d'instructeurs, qui forment des instructeurs qui, à leur tour, forment les villageois, permet de toucher beaucoup plus de personnes qu'une approche classique basée sur un seul niveau de formation. En décembre 1999, on comptait environ 413 formateurs d'instructeurs (dont la moitié de femmes) et 1 296 instructeurs intervenant dans 677 cours d'alphabétisation dans 46 districts répartis dans tout le pays. Ces cours étaient suivis par près de 15 000 personnes (dont plus de 80 % de femmes).



Une apprenante met en pratique ses nouvelles aptitudes à la lecture dans le district de Kamuli (Ouganda oriental)  
(Photo : LABE)

## Problèmes d'apprentissage

Au départ, les apprenants ont de grandes ambitions : lire les journaux ou devenir chef de village. Après quelques cours, les ambitions se redimensionnent. Les parents veulent être en mesure de lire les livres d'école de leurs enfants, comprendre ce qu'ils y apprennent et peut-être les aider à faire leurs devoirs. Les apprenants veulent pouvoir lire les affiches qui ont été disposées dans tout le village, remplir des formulaires pour une demande de prêt ou une vaccination au centre de santé, voter ou tout simplement écrire leur nom. Les agriculteurs veulent être capables de lire les instructions sur les boîtes de pesticides (bien que la plupart du temps elles soient formulées en anglais ou en kiswahili) ou calculer le bénéfice qu'il ont réalisé sur la vente de leurs récoltes. Les femmes veulent pouvoir écrire à leurs maris qui travaillent dans les villes. Les mamans veulent rester en contact avec leurs enfants, au pensionnat.

Ce sont des objectifs ambitieux pour un cours bihebdomadaire. Naturellement, les progrès sont lents et pénibles. La motivation s'émousse. Les instructeurs, qui sont bénévoles et qui ont une formation très limitée et un soutien très faible, ont du mal à rester enthousiastes. Beaucoup de villageois abandonnent.

Mais d'autres s'accrochent et cela encourage la LABE à poursuivre son entreprise. Ce n'est pas facile de résoudre à la fois des problèmes de motivation et de niveau de formation des instructeurs. Beaucoup d'apprenants sont suffisamment motivés pour envisager de payer leur

formation ; cela permet de maintenir l'intérêt des instructeurs. Des comités locaux pourraient leur donner un modeste salaire. Les groupements communautaires fournissent les équipements de base comme les tableaux, les machines à sérigraphie et les consommables comme le papier et l'encre. Les responsables de district financent la production des documents de post-alphabétisation.

La LABE organise des journées de recyclage pour actualiser les compétences des instructeurs. Elle organise également des sessions de bilan avec les apprenants, les instructeurs et les formateurs pour évaluer les progrès accomplis et apporter des modifications au programme. Les participants n'ont pas peur de s'exprimer franchement : « ce sont des réunions orageuses » dit Godfrey Sentumbwe, le responsable de la formation de la LABE. L'ONG édite également un bulletin semestriel proposant des informations, des conseils pédagogiques et des aides visuelles.

### Mais que liront-ils ?

L'approche de la LABE tente de surmonter l'autre gros problème de l'alphabétisation en Ouganda : l'absence chronique de documents imprimés dans les langues parlées par les populations rurales. La plupart des livres sont édités en anglais ou en kiswahili mais ces langues ne sont pas bien parlées ni comprises dans beaucoup de zones rurales. Et demander aux villageois d'apprendre à lire et à écrire et, en même temps, de s'initier à une langue étrangère n'est pas raisonnable.

Il y a aussi un autre obstacle à franchir : l'essentiel des documents d'information utiles aux producteurs ruraux sont édités en anglais mais dans un anglais scientifique ou technique, de surcroît. Il est donc nécessaire de passer par une double traduction : de l'anglais aux langues locales et du jargon technique à un langage accessible à tous.

La LABE forme les formateurs d'instructeurs pour leur donner les moyens de faire ces traductions et de produire eux-mêmes les documents dont ils se serviront pendant leurs cours. Certains de ces apprentissages sont dispensés à l'occasion de la première semaine de formation. Une deuxième session permet d'approfondir l'apprentissage. Cette deuxième session est adaptée aux besoins locaux : les formateurs d'instructeurs et les associations d'ONG locales choisissent les thèmes de formation et inventorient les matériels et documents de formation existants. À partir de cela, les animateurs de la LABE apprennent aux formateurs d'instructeurs à concevoir, rédiger et réaliser des documents écrits en langues locales.

### Beaucoup de matière à écriture

Les participants trouvent beaucoup de thèmes qui justifient des documents écrits. Il existe une profusion d'informations locales, des événements, des contes et des chansons populaires qui constituent autant de sources. Certains récits peuvent être reformulés pour leur donner une valeur éducative sur une technique agricole ou un conseil de santé, par exemple. Les participants peuvent réaliser un calendrier qui met en valeur les moments clé de l'activité agricole, rédiger un bulletin ou concevoir un tableau mural. La LABE imprime les meilleurs documents, les multiplie et les distribue aux classes d'alphabétisation. Ces documents sont intégrés à la « boîte à outils » qui est mise à la disposition des instructeurs communautaires pour rendre la formation plus efficace et plus vivante.

# Alphabétisation et langues nationales

Mais la formation va plus loin que la production de matériel didactique. Les instructeurs apprennent aussi à utiliser la radio, qui est un puissant outil éducatif. Les classes d'alphabétisation écoutent les programmes collectivement puis débattent sur le thème proposé et le traduisent en textes ou en images. Les apprenants sont encouragés à écrire aux stations de radio. Cela constitue un excellent retour d'information pour les producteurs des programmes.

De nombreux groupes communautaires partenaires de la LABE sont impliqués dans d'autres activités. Ces groupes constituent en effet des structures idéales pour exploiter les acquis de l'alphabétisation avec des exercices concrets sur des thèmes comme l'agriculture, la santé et l'emploi. L'association d'alphabétisation de Nakisene est également impliquée dans des activités de production agricole et a monté un groupe théâtral. Pendant les cours d'alphabétisation, les participants étudient de nouvelles techniques culturales et préparent des images sur les points forts de l'apprentissage sur des questions agricoles. Ils composent également des chansons et des danses sur ces différents thèmes et en font des spectacles pour toute la communauté. Ils ont même été invités à se produire dans d'autres villages et en tirent un revenu.

## La boîte à outils des formateurs

Les formateurs ont besoin de matériel pour travailler. La LABE remet à chacun d'entre eux une boîte à idées et à outils pour faciliter leur activités de formation. Cette boîte comprend un manuel pratique de pédagogie, des enveloppes contenant des fiches, des cartes, des tableaux, des photos et d'autres aides visuelles pour l'apprentissage, une horloge en carton pour apprendre à lire l'heure, un guide d'évaluation de la participation des apprenants, des images destinées à déclencher l'écriture de récits, des jeux et des fiches de suivi.

L'ensemble de ce matériel représente un appui pour des douzaines de leçons et il est fonctionnellement rassemblé dans une boîte qui peut facilement être transportée sur une bicyclette.

## Renforcer les potentialités

Les organisations au niveau des districts et au niveau local font appel à l'aide de la LABE dans les zones non couvertes par les campagnes d'alphabétisation. La LABE répond à ces demandes en organisant des sessions de formation et en fournissant du matériel et des supports



Godfrey Sentumbwe, responsable de la formation de la LABE, montrant le contenu d'une boîte à outils pour formateur à Kampala (Ouganda)  
(Photo : Paul Mundy)

logistiques pour améliorer leurs compétences en termes techniques et en termes de gestion ou d'organisation. Chaque fois que cela est possible, la LABE identifie les partenaires potentiels qui peuvent apporter une assistance dans l'organisation de ces formations, ainsi que dans la recherche de financements, les évaluations participatives, la négociation et le plaidoyer.

La formation est organisée de la même façon que les cours d'alphabétisation : la LABE forme des formateurs au niveau des districts, qui à leur tour forment des animateurs communautaires et des vulgarisateurs des services publics, qui poursuivent la chaîne en formant les membres des associations de base, les groupes traditionnels et les simples villageois.

La LABE n'est qu'un des maillons de la lutte contre l'analphabétisme et l'illettrisme. En mobilisant uniquement ses moyens, cette organisation ne peut couvrir qu'une petite partie de la population de l'Ouganda. Mais son approche démultiplicatrice permet de toucher une population de paysans beaucoup plus importante que sa modeste équipe pourrait atteindre. La LABE constitue un exemple à suivre pour tous ceux qui veulent venir à bout du fleau de l'analphabétisme.

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

LABE, Plot 18 Tagore Crescent, Kamwokya, PO Box 16176, Kampala (Ouganda). Tel. (256) 41 532116 ; fax (256) 41 534864 ;  
e-mail [labe@swiftuganda.com](mailto:labe@swiftuganda.com)

# Alphabétisation et langues nationales

Une association polyvalente pour la formation et l'emploi  
**En Ouganda, apprendre à la demande**



Paul Mundy

Vous trouverez difficilement la MTEA si vous ne connaissez pas Iganga, une petite ville poussiéreuse, située à l'est de l'Ouganda. Suivez la rue principale en arrivant de Kampala, tournez à droite au rond-point au centre de la ville, puis encore à droite, puis à gauche et continuez votre route jusqu'à ce qu'elle devienne une piste sablonneuse. Tournez alors à nouveau à droite et vous y êtes : un panneau, face à une modeste maison de plain-pied, annonce le « Multi-purpose Training and Employment Association » (Association polyvalente pour la formation et l'emploi).

Fondée en 1986 comme une organisation de jeunes, cette ONG a pour mission l'amélioration du niveau de vie des communautés autour d'Iganga. Elle intègre désormais des personnes de tous les âges et elle est composée d'une soixantaine de groupes partenaires (groupes de femmes, clubs d'alphabétisation et organisations de paysans et d'artisans) provenant des villages voisins. Chaque groupe compte environ 25 membres, ce qui fait environ 1 500 adhérents.

Comme son nom l'indique, la MTEA est engagée dans une gamme polyvalente d'activités qui vont de l'agriculture et l'environnement à la commercialisation, l'organisation de réseaux et le lobbying. Ces activités comprennent un programme de nutrition et de santé maternelle et infantile, des cours d'alphabétisation pour ceux qui veulent apprendre à lire et à écrire ainsi qu'un centre de ressources où les adhérents peuvent venir pour se documenter, lire ou étudier.



## Expérimentations agricoles contrôlées par les paysans

Le programme de formation agricole est particulièrement actif. La MTEA organise des expérimentations agricoles et des démonstrations de nouvelles techniques culturales. Les paysans membres des associations partenaires de la MTEA fournissent les parcelles, décident des thèmes d'expérimentation et s'occupent de la préparation de la terre et de la gestion des parcelles.

Bien sûr, ce n'est pas aussi simple que cela... Il faut être bien organisé et c'est là que la MTEA intervient : les responsables des associations commencent par discuter en détail avec les paysans du problème qui se pose. Ils les aident à en identifier les causes et des solutions

Le personnel de la MTEA devant les bureaux de l'association à Iganga  
(Photo : Paul Mundy)



Une journée agricole organisée par la MTEA à l'intention d'un groupe de paysans de Nawampendo (Photo : Paul Mundy)

possibles. Ensemble, ils bâtissent un « arbre à problème » (schéma qui décrit les différentes composantes des problèmes, leurs causes et leurs effets) pour les aider à comprendre comment le problème est apparu et quelles solutions peuvent être trouvées.

Par exemple, les paysans disent que leur problème principal est le manque de nourriture. Ils peuvent attribuer cela au manque de terres ou à la fertilité insuffisante des sols. Il est peut-être impossible d'augmenter la disponibilité en terres. La solution évidente est donc de chercher les moyens d'améliorer la fertilité des sols. Ceci peut conduire à une discussion sur les mérites et les prix comparés de différents types d'engrais et mener à l'idée de tester des composts et des engrais qui ne coûteraient rien aux paysans.

La MTEA travaille en étroite collaboration avec les services de vulgarisation du district et le bureau de développement de la communauté pour organiser des démonstrations sur les nouvelles techniques. « Les vulgarisateurs aiment bien travailler avec nous parce que nous savons comment mobiliser les paysans », dit Ajab Waiswa, secrétaire de la MTEA. « Les vulgarisateurs ont des compétences techniques qu'ils ont acquises à l'université. Ils souhaitent travailler avec nous car nos groupes de paysans sont déjà constitués autour de thèmes précis et c'est plus facile pour les vulgarisateurs d'apporter leur savoir technique dans un tel cadre ».

Les paysans sont très demandeurs de ces démonstrations techniques sur leurs propres parcelles. Ils peuvent même mettre plusieurs hectares à disposition à cette fin. La MTEA établit les critères de l'expérimentation en précisant que les parcelles doivent être proches d'une route afin que tout le monde puisse voir les résultats en passant. Les paysans apportent une contribution importante, en terres, en argent, en travail et en gestion des parcelles. Le reliquat est demandé à des bailleurs de fonds. Comme les paysans ont choisi eux-mêmes les thèmes des essais et ont demandé les démonstrations techniques, ils suivent les résultats avec beaucoup d'intérêt. La MTEA appuie environ 25 à 30 essais de ce type chaque saison, pour des cultures comme le maïs, plus une cinquantaine de parcelles de cultures pérennes comme le café, la banane ou l'ananas. Les parcelles sont installées côte à côte, ce qui permet de comparer les résultats de différentes variétés de maïs ou d'engrais vert préparé avec un fertilisant liquide à base de fumier.

Les animateurs de la MTEA visitent chaque site au moins trois fois par saison : au moment des plantations, lorsque les cultures sont à hauteur de genou et pendant les récoltes. À ces occasions, ils aident les vulgarisateurs à organiser des journées sur le terrain avec les paysans : ce sont des moments privilégiés, non seulement pour contrôler les parcelles mais aussi pour discuter des questions relatives aux

# Alphabétisation et langues nationales

insectes nuisibles et aux maladies ou à tout autre question que les paysans ont à poser. En général, une quarantaine de paysans participent à ces journées : plus de femmes que d'hommes car ce sont les femmes qui assurent les travaux des champs, notamment la plantation et le sarclage. Comme le disait un animateur de la MTEA : « les femmes portent toute la responsabilité de nourrir la famille. Elles doivent travailler dur pour assurer la sécurité alimentaire dans le foyer ».

## Former les formateurs

La formation constitue une autre partie essentielle du travail de la MTEA. Elle intervient dans de nombreux domaines, de l'alphabétisation à la santé reproductive et des techniques agricoles à la gestion des entreprises. La MTEA propose environ cinq cours d'une à deux semaines par an pour une trentaine de participants par cours. Les formateurs peuvent être des vulgarisateurs, des spécialistes des services publics de santé, voire même des animateurs de la MTEA.

Les formations se déroulent alternativement dans différentes localités pour permettre aux paysans, surtout aux femmes, d'y participer. Les associations membres désignent les candidats à la formation. À l'issue de celle-ci, ils doivent à leur tour former les autres membres du groupe. Quand ils ont acquis un certain niveau de compétence et d'expérience, ils peuvent être promus aux fonctions de formateurs à part entière. Ils sont maintenant plus de 120 dans ce cas, spécialisés dans différentes disciplines. La MTEA leur propose périodiquement des sessions de recyclage pour actualiser leur savoir et leurs compétences.

La MTEA elle-même a développé les compétences de ses animateurs. La plupart d'entre eux sont polyvalents : ils peuvent répondre à de nombreuses questions relatives à l'agriculture et au développement rural. Cela leur confère une grande crédibilité vis-à-vis des personnes avec lesquelles ils sont amenés à travailler.

## C'est n'est pas tous les jours dimanche

Le succès de la MTEA s'explique largement par l'implication et la motivation de ses employés. En fait, le terme « employés » est impropre. Tous sont volontaires. Leurs frais sont pris en charge mais aucun d'entre eux ne perçoit de salaire. Ils ont tous leur propre occupation dans leurs champs ou ailleurs. « Certains groupes se forment du sommet à la base ; nous, c'est de la base au sommet que nous nous sommes constitués ». C'est de cette façon imagée que l'approche de la MTEA est décrite par un de ses animateurs.



La formation des formateurs, l'accompagnement des ONG locales et la coordination des expérimentations et des démonstrations réalisées avec le concours des paysans figurent parmi les activités de la MTEA  
(Photo : Paul Mundy)

Il y a toujours des problèmes et des défis à relever : « Ce n'est pas tous les jours dimanche », dit un animateur. L'équipe doit travailler dur pour réaliser son programme. Le suivi et la supervision des associations partenaires est une tâche particulièrement ardue, qui prend du temps et coûte de l'argent.

Les membres de la MTEA doivent payer une cotisation annuelle de 20 000 shillings ougandais (environ 13 €) pour un groupe ou 1 000 shillings (0,67 €) pour un membre individuel. Les documents et les livrets de formation sont également payants : environ 100 shillings la feuille. C'est une façon de valoriser ces documents et d'éviter qu'ils ne soient jetés. Ces ressources ne sont pas suffisantes pour permettre à l'organisation de fonctionner normalement. Les ressources complémentaires reposent sur les dons des amis et partisans de l'association et le soutien de « Vredeseilanden Coopibo », une ONG belge.

### Plus qu'une bibliothèque

Le centre de ressources de la MTEA se trouve dans une petite pièce attenante, garnie d'étagères et pleine de tables de lecture et de chaises. Des livres, offerts par la LABE (voir p. 79) et BookAid (une ONG britannique) remplissent les étagères. Il y a des encyclopédies, des livres scolaires et universitaires, ainsi que des magazines comme *Footsteps*, un bulletin pratique sur le développement publié par « Tear Fund », en Grande-Bretagne. Certains livres ne sont pas forcément adaptés au contexte : bizarrement, on trouve plusieurs exemplaires des *Principes de l'Océanographie*, qui ne sera probablement pas le livre le plus demandé dans un pays enclavé comme l'Ouganda. Cependant, la plupart des ouvrages semblent très utiles et souvent consultés.

Michael Bazira, qui gère le centre de ressources, explique que cette pièce est plus qu'une bibliothèque. C'est aussi l'espace où la MTEA organise une série de sessions de formation très animées sur des sujets pratiques comme la rédaction de lettres en anglais, la grammaire, la gestion des bibliothèques ou la gestion administrative. Michael espère obtenir la reconnaissance de ces sessions par le Bureau national des examens, afin que les stagiaires puissent obtenir des diplômes reconnus. Il espère aussi proposer des cours d'informatique en utilisant l'unique ordinateur (un peu poussif) de la MTEA.

Le "E" de MTEA signifie « emploi ». Plusieurs participants aux cours de formation ont pu créer leurs propres activités, une école ou un élevage de volaille... C'est un succès appréciable en hommage aux efforts de cette organisation de base pour le développement.

### INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Multi-Purpose Training and Employment Association, PO Box 93, Iganga (Ouganda). Tel. (256) 43 242204

Carter, I. 1999. *Locally Generated Printed Materials in Agriculture: Experience from Uganda and Ghana*. DFID Education Papers 31. Department for International Development (DFID), Londres (Royaume-Uni)

# Alphabétisation et langues nationales

## Des publications en langues nationales pour les paysans À quoi sert l'alphabétisation s'il n'y a rien à lire ?



Jacques Sultan

### Maintenir un environnement lettré dans les villages

Il est difficile de trouver des journaux à Tanghin Dassouri. Ce village ne se trouve pourtant qu'à une trentaine de kilomètres de Ouagadougou, sur l'axe routier qui conduit à Bobo-Dioulasso.

Mais il est encore plus difficile de les trouver dans les villages voisins, à l'écart de la route. Les sources d'information y sont presque inexistantes ; seule la radio alimente un lien fragile de communication avec l'extérieur. Un lien fragile car tous les villages ne sont pas dans le champ d'émission des quelques radios de proximité de la région.

Dans ces villages, des campagnes d'alphabétisation en langues nationales sont organisées depuis plusieurs années. Elles ont apporté à la population l'espoir de disposer d'un moyen d'accès à l'information, à la culture, à la formation et à l'autonomie à travers la lecture et l'écriture. Mais bien souvent, ces campagnes ne sont pas d'une durée suffisante pour que les apprentissages soient acquis de façon durable et les villageois alphabétisés ne disposent en général d'aucun document leur permettant de lire régulièrement et de consolider ainsi leur apprentissage.

Des dispositifs de post-alphabétisation basés sur des formations techniques spécifiques sont théoriquement prévus autour de projets concrets comme la gestion de moulins, la transformation du beurre de karité, le petit élevage mais ils ne sont pas organisés de façon régulière.

Les paysans alphabétisés n'ont rien à lire et ils se découragent car ils voient leur apprentissage initial se perdre.

### « Ceux qui ont la volonté d'arranger »

Face à cette situation, un groupe d'alphabétiseurs de la région a décidé de réagir en créant une association qu'ils ont appelée « Ratamanegré » (ceux qui ont la volonté d'arranger) et un centre d'information et de formation communautaire, basé à Tanghin Dassouri, dans le but de maintenir un environnement lettré en milieu rural, à travers un dispositif de collecte et de diffusion de documents écrits en langues nationales dans les villages.

Ils ont ainsi constitué un fonds de documents écrits, en langues nationales : collection des principaux journaux en langue moore, livrets techniques sur l'agriculture villageoise, la gestion des petites unités économiques et les moulins, documents sur la santé, le planning familial,

l'excision, la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles et le SIDA, contes, récits, monographies de villages, recueils d'histoires humoristiques écrits par les villageois eux-mêmes...

Ces documents sont mis à la disposition des alphabétiseurs qui assurent leur vente dans les villages. Les bénéfices réalisés permettent de renouveler le fonds et les abonnements aux journaux. L'association tire également ses ressources de kermesses et de bals populaires qu'elle organise dans les villages, à l'occasion des foires et des marchés villageois.



Les alphabétiseurs de Ratamanegré à Tanghin Dassouri (Burkina Faso) et quelques documents d'alphabétisation préparés par leurs soins (Photo : Jacques Sultan)

### Des bibliothèques itinérantes

« Tous les documents que nous utilisons pour l'alphabétisation, pour la formation technique et pour la post-alphabétisation », dit Ablasse Zongo, le président de l'association, « nous pouvons maintenant les faire circuler de village en village grâce à un appui que nous a récemment apporté une ONG européenne, le GRAD (Groupe de réalisations audiovisuelles pour le développement) ».

Cet appui a permis à l'association d'enrichir et de consolider son fonds de documents et surtout de fabriquer des caissettes en bois qui constituent de véritables bibliothèques itinérantes. Chargées sur des vélos, elles circulent de village en village.

Cette initiative a été accueillie avec enthousiasme dans les villages car elle a permis de sortir de nombreux villageois néo-alphabétisés du découragement en leur fournissant un environnement lettré. Certains pouvaient faire plusieurs kilomètres pour ne pas manquer le passage de la bibliothèque itinérante.

« Aujourd'hui, nous sommes mieux armés pour mettre des documents à la disposition des villageois », dit Ablasse Zongo. « Avec les ressources que nous avons obtenues, nous allons même construire notre propre local pour être plus indépendants et ne pas avoir à payer de loyer ».

Les activités de l'association se développent. Le système d'échanges qu'elle a mis en place a également permis de recueillir plus systématiquement des textes produits par les villageois, en langues nationales (contes, récits, monographies villageoises...) et de les proposer, pour publication, aux journaux en langues nationales existants.

### Les journaux ruraux jouent-ils leur rôle ?

« L'association des alphabétiseurs de Tanghin Dassouri et le centre d'information et de formation communautaire sont une initiative exemplaire qu'il faudrait faire connaître et multiplier dans tout le pays » dit Evariste Zongo, responsable de l'AEPJLN (Association des éditeurs et promoteurs des journaux et revues en langues nationales).

# Alphabétisation et langues nationales

« Au Burkina Faso, les programmes d’alphabétisation en langues nationales ont créé un important lectorat potentiel en milieu rural », ajoute Evariste Zongo. « Le développement de ces campagnes d’alphabétisation, la nécessité d’entretenir un environnement lettré et la démocratisation de la vie publique ont ouvert le champ à la parution de journaux et de revues en langues nationales, principalement diffusés en milieu rural ». En quelques années, en effet, plus de 20 journaux ont ainsi été créés dans le pays. Mensuels, bimensuels, trimestriels ou semestriels, ces journaux sont publiés dans 7 langues nationales du Burkina Faso. Ils couvrent les principales régions du pays, avec des tirages de quelques centaines à 8 000 copies pour les titres les mieux diffusés.

« Mais ces journaux assurent-ils vraiment mission d’information dans le milieu rural », s’interroge Evariste Zongo ? « Remplissent-ils le rôle de lien social que l’on attend d’un journal ? Ont-ils réuni des conditions de durabilité ? »

Une étude menée en 1993 sur la presse en langues nationales a apporté quelques réponses à ces questions :



Evariste Zongo, responsable de l’AEPJLN,  
à Ouagadougou (Burkina Faso)  
(Photo : Jacques Sultan)

- La plupart des journaux en langues nationales ont été créés par des ONG, des projets, des associations locales dans le but de véhiculer des messages techniques sur l’agriculture et l’élevage, ou de sensibiliser la population sur les questions de santé, d’hygiène ou d’environnement. Ils ne jouent pas le rôle d’outil de communication interactive et de lien social que l’on attend généralement d’un journal ;
- Ils sont animés par des bénévoles qui n’ont pas reçu de formation spécifique pour collecter l’information, rédiger un article dans une langue accessible aux lecteurs, proposer un contenu et une mise en page attractive ;
- Ils sont dépendants des organismes qui les financent et paraissent de façon irrégulière car ils n’ont pas de stratégie de développement fondée sur une fidélisation du lectorat, la promotion des activités du journal et la recherche de partenariats durables ;

- Ils rencontrent des problèmes de distribution, à l’exception de ceux qui sont soutenus par des organisations qui disposent d’un réseau sur le terrain ;
- Ils ne répondent pas vraiment à la demande des lecteurs, qui est d’abord une demande d’information générale, sociale, politique et culturelle qui leur apporte une ouverture sur le monde.

## Émanciper la presse en langues nationales

« C’est ce constat que nous avons fait », ajoute Evariste Zongo « et notre objectif principal est d’émanciper cette presse en langues nationales pour qu’elle assure pleinement sa fonction d’information du monde rural. Nous nous sommes engagés dans cette entreprise avec une petite



Quelques journaux en langues locales soutenus par l'AEPJLN

équipe, des moyens techniques de publication assistée par ordinateur (PAO) et une capacité de formation. Nous avons obtenu un soutien de la coopération suisse et en qualité d'association représentant les journaux et revues en langues nationales, nous sommes attributaires d'une part de l'aide publique que l'État accorde à la presse privée ».

L'AEPJLN a d'abord entrepris une campagne de sensibilisation des promoteurs des journaux en langues nationales pour leur montrer qu'ils pouvaient mieux répondre aux besoins d'information et d'expression du monde rural ; puis, elle leur a proposé une série de sessions de formation et de recyclage sur les techniques de collecte de l'information, de rédaction, de présentation et de mise en page, ainsi que sur la gestion des entreprises de presse. Ces formations ont eu pour effet une amélioration sensible du contenu éditorial et de la présentation des journaux.

La plupart de ces journaux ont constitué des comités de rédaction qui associent des producteurs ruraux alphabétisés à la collecte de l'information, ce qui leur permet de se rapprocher de leurs lecteurs et de rendre compte des expériences locales et de la réalité des problèmes du terrain.

« Ces bases étant acquises, nous sommes devenus plus sélectifs dans le recrutement de nos membres », ajoute Evariste Zongo. « Désormais, pour adhérer à l'AEPJLN et bénéficier de son appui, les journaux doivent satisfaire à un certain nombre de critères garantissant leur professionnalisme : mise en place et animation d'un réseau de correspondants, gestion d'un circuit de distribution, développement d'outils de gestion et d'administration du journal, régularité de publication... ».

### Mettre en place de véritables réseaux

Sur le long terme, l'AEPJLN a entrepris de consolider la professionnalisation du secteur de l'édition en langues nationales à travers trois axes d'intervention : la distribution, l'encouragement à la création d'entreprises de presse et le développement de partenariats.

C'est le principal problème de la plupart des journaux. Pour améliorer la diffusion, il est essentiel de mobiliser systématiquement les organisations disposant de structures décentralisées sur le terrain, jusqu'au niveau villageois : organisations paysannes, ONG, partenaires économiques du monde rural (sociétés cotonnières, banques, organismes de crédit rural, commerçants...).

Les circuits d'alphabétisation seront particulièrement mobilisés. En effet, il existe dans chaque village un ou deux alphabétiseurs, qui sont volontaires, compétents et qui peuvent, comme à Tanghin Dassouri, assurer la distribution, jouer le rôle de correspondants locaux et distribuer d'autres documents intéressant les producteurs (brochures, livrets techniques, manuels, contes, récits...).

# Alphabétisation et langues nationales

## ENCADRÉ 9

### Un service d'édition en langues nationales chez les frères missionnaires d'Afrique

À Koudougou, tout le monde connaît Maurice Oudet. Il appartient à la communauté des missionnaires d'Afrique dans cette petite ville située à 85 km à l'ouest de Ouagadougou. Engagé depuis des années dans l'action pour le développement local, il a toujours déploré la rareté des publications en langues nationales, qui limite l'accès des populations rurales alphabétisées à l'information.

#### Produire des documents pour les paysans, en langues nationales

Il a donc entrepris de mettre sur pied, à partir des ressources de sa communauté, un service d'édition de documents en langues nationales. Il dispose pour cela d'un équipement de PAO (ordinateur, scanner, appareil de photo numérique) et d'un duplicateur numérique. Il travaille avec un réseau de collaborateurs pour recueillir et traduire les documents existants dans différentes langues nationales ou pour écrire des documents originaux à partir des expériences villageoises.

Au départ, Maurice Oudet a créé une revue trimestrielle du monde rural en moore, *Tengembiiga*, et en dioula, *dugulen* (avec une version en français *Les amis de la terre*, destinée à assurer la promotion auprès des partenaires francophones). La revue est vendue 150 F CFA (0,22 €). Elle a beaucoup de succès et la demande des lecteurs ruraux est très importante mais la faiblesse du réseau de distribution limite le tirage à 2 000 exemplaires en moore et 1 000 en dioula.

Le service d'édition propose également des prestations de traduction, de mise en page et d'édition à tous les organismes qui souhaitent publier des documents en langues nationales. C'est le cas notamment pour les « cahiers ruraux », publication du CESA, dont plusieurs numéros sont ainsi traduits et distribués en langues nationales, ou pour l'almanach du monde rural, édité en collaboration avec une ONG de Bobo-Dioulasso, l'Assistance écologique.

#### Adapter l'informatique et l'Internet aux langues nationales

Passionné d'informatique, Maurice Oudet a mis au point un système qui permet d'adapter les lettres, les caractères et les accents propres aux langues du Burkina aux claviers des ordinateurs, en saisie directe. Il est également membre d'un groupe d'internautes qui travaillent à l'introduction des langues africaines sur l'Internet.

Aujourd'hui, ce service d'édition en pleine expansion propose une collection importante d'articles et d'ouvrages sur des thèmes très divers : la lutte contre l'érosion, la fabrication du compost, l'utilisation des engrais, l'animation villageoise, la gestion des récoltes, les semences améliorées...

(suite au verso)



En haut : brochage des livrets édités par les Frères missionnaires d'Afrique à Koudougou (Burkina Faso)

*(Photo : Jacques Sultan)*

En bas : Maurice Oudet, le prêtre internaute de Koudougou (Burkina Faso), prépare une publication en langue locale

*(Photo : Jacques Sultan)*



Les jeunes de Koudougou et les responsables d'associations et d'ONG viennent au centre des missionnaires d'Afrique se former à l'informatique, à la PAO et à la messagerie électronique.

Un projet est en cours avec la radio locale de Koudougou pour la publication d'un bulletin en langue nationale, destiné à prolonger et approfondir les programmes de la radio destinés au public rural.

### **Résoudre les problèmes de distribution**

Pour rentabiliser ses équipements et systématiser son action, le service d'édition est à la recherche de partenariats avec les organisations paysannes et notamment avec la Fédération nationale des organisations paysannes du Burkina (FENOP), qui a réalisé une importante étude des besoins des paysans en matière d'information, de formation et de communication. Un comité de rédaction commun avec cette organisation est en cours de négociation. Il permettrait de programmer la publication d'une série de bulletins, manuels et fiches techniques

d'information et de formation répondant aux besoins des producteurs.

La fabrication des documents se ferait à Koudougou avec les équipements techniques du service d'édition et la diffusion serait assurée à travers le réseau de cette organisation paysanne, qui couvre toutes les régions du pays.

# Alphabétisation et langues nationales

## Transformer des journaux artisanaux en entreprises de presse

Il s'agit de rendre les journaux capables de fonctionner de façon autonome et de s'autofinancer en recherchant des partenariats avec les acteurs sociaux, économiques et culturels présents dans le milieu. Des accords sont actuellement en cours de négociation avec plusieurs de ces partenaires, comme la société cotonnière SOFITEX, le réseau des caisses populaires de crédit agricole, les ONG, les organisations paysannes et les projets présents sur le terrain.

« Ces négociations sont quelquefois difficiles », dit Evariste Zongo, « car certains de ces partenaires ne sont pas disposés à voir se développer des journaux indépendants avec une ligne éditoriale autonome, qui pourrait être contraire à leurs intérêts. Quand ils participent financièrement au développement du journal, ils entendent en contrôler le contenu et le limiter aux messages techniques qu'ils souhaitent diffuser, en évitant tout débat sur leurs activités. C'est le cas notamment des grandes sociétés qui contrôlent les cultures industrielles comme le coton. »

Tout le travail de l'AEPJLN consiste à persuader ces opérateurs que le débat démocratique constitue la base du respect mutuel entre les acteurs de la vie économique et sociale du monde rural et que des journaux indépendants peuvent jouer ce rôle et apporter une garantie d'équilibre et de transparence dans un débat qui est souhaitable et, de toute façon, incontournable.

Pour jouer ce rôle, les journaux ruraux doivent devenir plus professionnels et savoir s'organiser en groupes de presse capables de travailler avec l'ensemble des partenaires présents dans le monde rural, en fournissant à chacun la capacité de s'exprimer, tout en maintenant une ligne éditoriale indépendante (voir encadré 9).

## Développer un partenariat avec les autres médias

C'est le troisième axe d'intervention de l'AEPJLN. Les radios de proximité sont de plus en plus présentes en milieu rural. Elles constituent le complément naturel des journaux. Ces deux médias peuvent se rendre des services mutuels importants. Les radios peuvent assurer la promotion des journaux, informer sur leur contenu, indiquer les lieux de distribution, inciter les lecteurs à les acheter. Elles peuvent aussi proposer des revues de presse en langues nationales, organiser des émissions publiques, des tables rondes, des débats sur les thèmes des articles de la presse écrite pour consolider leur impact et prolonger oralement les débats qu'ils suscitent.

Les journaux, quant à eux, apportent une information plus permanente, plus durable. Ils peuvent proposer aux auditeurs des radios la référence écrite des thèmes des émissions et vulgariser les grands textes sur la décentralisation, la réforme agraire, les lois foncières, les règles de fonctionnement des organisations paysannes...

Les livrets techniques et ouvrages de vulgarisation sont également des supports qui doivent être conçus en complémentarité avec les journaux et les radios. Ils peuvent apporter des contenus plus complexes et plus techniques avec des formats adaptés à des activités de formation ou de vulgarisation.

« Notre conviction », conclut Evariste Zongo, « c'est que les outils d'information écrits et sonores doivent se compléter pour donner aux paysans, dans leurs langues, l'information à laquelle ils ont droit pour maîtriser leurs activités et prendre leurs décisions. Et c'est cela notre but ».

### INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Maurice Oudet, BP 332, Koudougou (Burkina Faso). Tél. (226) 44 03 56 ; e-mail [oudet.maurice@fasonet.bf](mailto:oudet.maurice@fasonet.bf)

Ablasse Zongo, Centre d'information et de formation communautaire, Tanghin Dassouri (Burkina Faso)

Evariste Zongo, Association des éditeurs et promoteurs de journaux et revues en langues nationales (AEPJLN), BP 1197, Ouagadougou 01 (Burkina Faso). Tél. (226) 31 80 75 ; e-mail [Evazongo@hotmail.com](mailto:Evazongo@hotmail.com)

# Alphabétisation et langues nationales

## Au Burkina Faso, des paysans journalistes Des paysans qui créent leurs réseaux d'information...



Jacques Sultian

« Est-ce vraiment honnête d'aller vers les paysans, de recueillir de l'information auprès d'eux, de la diffuser dans le monde entier et de les priver de cette information ? » demande Souleymane Ouattara, le journaliste responsable de l'Agence Syfia, un réseau spécialisé dans l'information agricole au Burkina Faso.

« Tout au long de l'année », ajoute-t-il, « nous sillonnons les villages pour faire des reportages, conduire des enquêtes, recueillir des témoignages, mener des interviews portant sur les activités des paysans, leurs problèmes, leurs interrogations, leurs initiatives... Cette information, que nous recueillons souvent en langues nationales, nous la transcrivons en français et elle est répercutée, par notre agence, à une centaine de journaux qui la reprennent pour un lectorat généralement francophone.

« Quelle est la part de cette information qui revient aux paysans, aux villageois, qui sont nos sources sur le terrain ? » Souleymane Ouattara répond à sa propre question : « elle est infime, parce qu'ils ne sont pas francophones et que les journaux qui reprennent cette information ne leur parviennent pas. Ce serait juste, pourtant, qu'ils sachent ce que l'on dit d'eux et comment d'autres paysans, ailleurs, trouvent des solutions à des problèmes qui ressemblent aux leurs. Mais comment faire pour que ce retour d'information vers les paysans réellement exister ? »

Avec Souleymane Ouattara, un groupe de journalistes africains, tous correspondants de l'Agence Syfia, ont fondé l'association JADE (Journalistes africains pour le développement) en 1994, pour trouver une réponse à ces questions et pour réfléchir ensemble aux problèmes liés à leur métier et à leurs rapports avec les populations rurales qui sont leurs principales sources d'information.

Au Burkina Faso, les journalistes qui se sont engagés dans cette association ont tenté d'explorer, avec les paysans et les producteurs ruraux, des voies nouvelles pour apporter l'information dans les villages, la débattre et promouvoir des échanges, de village à village, de région à région, de pays à pays.

Des paysans qui deviennent les producteurs et les gestionnaires de leur propre information : est-ce une utopie ?

### Organiser des débats dans les villages...

« Nous avons mené une première expérience à Tanghin Dassouri, un village situé à une trentaine de kilomètres de Ouagadougou. Dans ce village, un groupe d'alphabétiseurs a créé une association pour aider à la diffusion de l'information en langues nationales dans les villages voisins » (voir p. 89).

L'équipe de Jade a proposé aux alphabétiseurs de choisir, dans le menu de la production mensuelle de l'agence Syfia, les articles qui les intéressaient plus particulièrement. Les thèmes ont été choisis en raison du retentissement qu'ils pouvaient avoir sur la vie quotidienne de la communauté, même si l'information avait été recueillie dans une autre région ou dans un autre pays, comme par exemple le droit de cuissage dans les écoles béninoises, les maladies porcines au Tchad ou l'excision au Mali.



Interview de paysans pour une émission radio au Burkina Faso  
(Photo : Souleymane Ouattara, JADE)

À partir de ces choix, les articles ont été traduits en langue nationale, en surveillant les contresens éventuels qu'une mauvaise traduction peut engendrer ; c'est une première façon de s'approprier le contenu de l'article. Le sujet a été ensuite exposé à des groupes de paysans, en langue nationale.

L'expérience a été concluante. Les discussions qui ont suivi la lecture des articles ont été souvent passionnées car les thèmes abordés renvoyaient à des questions que les villageois se posaient, mais qu'ils n'avaient pas l'habitude de débattre directement en raison des blocages et les tabous sociaux ou culturels qu'il fallait surmonter. C'est plus facile quand le point de départ repose sur une réalité vécue dans un autre environnement ; c'est comme si on évoquait une réalité extérieure au village et le débat sur les problèmes concrets du village devient possible.

### ...et en faire des programmes radiophoniques, diffusés par les radios locales

Les discussions ont été enregistrées au magnétophone, puis diffusées sous forme de programmes par les radios locales. Les auditeurs ont accueilli ces programmes avec enthousiasme. Ils demandent la diffusion régulière de telles émissions qu'ils jugent particulièrement intéressantes parce qu'ils en sont les protagonistes et qu'elles permettent de débattre de problèmes cruciaux en partant de la façon dont ils sont vécus ailleurs.

« Dans nos pays », ajoute Souleymane Ouattara, « il y a une véritable inflation de médias, surtout de radios en milieu rural. Malheureusement, cela ne va pas de pair avec une participation des gens, ni même avec la satisfaction de leurs besoins ».

« Le tout n'est pas de créer des radio, ou des journaux », souligne-t-il. « Il faut aussi leur donner un contenu, et cet aspect est bien souvent négligé. Si nous avons sur place des gens capables de prendre en charge cette dimension, il est évident que nous aurions des radios qui parleraient aux gens et dans lesquelles ils pourraient se reconnaître ».

« À Jade, c'est ce que nous voulons faire », conclut-il, « car nous sommes convaincus qu'on peut, avec des méthodes simples, former des paysans à faire de la bonne radio, de bons journaux. À partir du moment où ils sont alphabétisés dans leurs langues, ils ont déjà un acquis important. Il leur manque seulement des outils, une formation adaptée et un suivi. »

# Alphabétisation et langues nationales

## Des comités de rédaction paysans pour les journaux ruraux

Une autre initiative, entreprise par deux journaux ruraux, va dans le même sens. Il s'agit de *Venegda* publiée en langue moore et *Hakilifalen* publiée en langue Dioula. Ces deux journaux existent depuis 7 ans et sont publiés avec le soutien de l'INADES Formation-Burkina Faso.

Une évaluation du fonctionnement et de l'impact de ces publications a mis en évidence un décalage important entre la rédaction des journaux et leurs lecteurs. Pour le corriger, les promoteurs de ces journaux ont décidé d'associer les lecteurs en organisant des comités de rédaction paysans et en suscitant la production d'articles provenant des lecteurs eux-mêmes.

Une quarantaine de comités ont été ainsi mis en place dans les zones de diffusion des journaux. Ces comités ont procédé à une analyse du contenu et de la forme des journaux et ils ont fait des propositions pour que la ligne éditoriale des journaux soit plus adaptée à leurs préoccupations et à leurs besoins. Les paysans membres des comités de rédaction ont bénéficié d'une formation et d'un appui technique et ils ont commencé à fournir des articles à partir d'une information recueillie à la base. Un processus de mise en réseau des différents comités de rédaction a été engagé à travers l'organisation d'ateliers de concertation.

## Vers une agence de presse paysanne

Ces deux expériences sont encourageantes car elles montrent que de réelles possibilités de développement de la presse et de la radio existent en milieu rural, à condition d'y associer les lecteurs et les auditeurs. La matière première est inépuisable car les initiatives locales sont nombreuses et le milieu paysan est une source d'information riche et vivante.

Le projet de JADE repose sur cette capacité des paysans à devenir des « communicateurs endogènes » : avec une organisation et des moyens appropriés, des associations d'alphabétiseurs, des organisations paysannes ou d'autres groupes organisés en milieu rural peuvent se constituer en comités de rédaction locaux, choisir des thèmes d'intérêt commun, aller recueillir l'information dans les villages sous forme d'interviews, de débats ou d'enquêtes, traiter cette information et la faire remonter vers les médias ruraux à travers une structure centrale de gestion de l'information.

Ces groupes deviendraient ainsi des correspondants de presse en milieu rural et ce système pourrait constituer l'amorce d'une agence de presse paysanne qui redistribuerait cette information vers les journaux en langues nationales et les radios locales.



Utilisation d'un micro girafe improvisé pour interviewer des agricultrices au Burkina Faso  
(Photo : Souleymane Outtara, JADE)

Ces correspondants locaux pourraient devenir de véritables professionnels de l'information rurale, être rémunérés sur la base de leur production et rentabiliser leurs activités en assurant également la distribution des journaux et d'autres publications en langues nationales. Ils pourraient exploiter d'autres supports, comme la vidéo, les audiocassettes, les affiches pour valoriser les informations et les savoirs paysans.

Pour les journaux et les radios en langues nationales, l'existence d'une agence de presse rurale, capable de faire remonter du terrain une information authentique, en langues nationales, sous une forme exploitable par les rédactions, pourrait constituer un appui extrêmement précieux. Elle leur permettrait d'améliorer leur audience en proposant à leurs lecteurs et leurs auditeurs un contenu plus riche, plus directement en rapport avec les problèmes rencontrés sur le terrain et plus interactif. Cette idée devient même l'élément de base des stratégies de communication de nombreuses organisations œuvrant au développement rural, comme la FENOP, la Fédération nationale des organisations paysannes au Burkina Faso (voir encadré 9).

Des communicateurs paysans ? Non, ce n'est pas une utopie... C'est une réalité en train de se construire.

### INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

H. de Millogo, INADES Formation–Burkina Faso, BP 1022, Ouagadougou (Burkina Faso). Tél. (226) 30 20 70 ; fax (226) 34 05 19 ; e-mail inadesb@fasonet.bf

Souleymane Ouattara, Journalistes africains pour le développement (JADE), BP 6624, Ouagadougou (Burkina Faso). Tél. (226) 31 30 98 ; fax (226) 31 30 99 ; e-mail jade.jusol@fasonet.bf